

# **Cent ans de loi 1901**

## **Vingt ans d'Association des amis de la BDIC et du Musée**

Le centenaire de la loi de 1901 sur les associations a été assez largement célébré en 2001. Cette même année a aussi été celle du vingtième anniversaire de l'Association des amis de la BDIC et du Musée. C'est à ce double titre – célébration nationale et bilan de vingt années d'existence – que sont évoqués ici les origines et le développement de l'association éditrice de la présente revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. L'image extérieure de l'Association des amis de la BDIC est si intimement liée à celle de l'établissement dont elle assure la promotion que la revue apparaît souvent comme celle de la BDIC. Brosser l'histoire de l'association créée autour de la BDIC à un moment critique de l'histoire de cette dernière, c'est aussi faire revivre les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, période de nombreuses évolutions pour la BDIC.

Pourquoi l'Association des amis de la BDIC s'est-elle constituée ? À quels besoins cela correspondait-il ? Quels ont été les effets en retour de l'activité de l'association sur la BDIC ? Quels en sont les résultats perceptibles aujourd'hui ? Autant de questions qui permettront, nous l'espérons, de mieux comprendre la dynamique instaurée entre un organisme public régi par ses règles propres, issues de celles de la Fonction publique, et une association, basée sur le volontariat et la souplesse réactive que permet la loi de 1901. En d'autres termes, comment l'initiative privée menée, dans le cadre de la loi de 1901, par les utilisateurs d'un établissement public, constitue non seulement une marque très forte de l'intérêt porté à celui-ci, mais aussi une garantie de sa pérennité, un encouragement constant dans ses activités et un aiguillon pour son développement.

### **« Défense et illustration » de la BDIC**

Dans un premier temps, l'Association des amis de la BDIC s'emploie à défendre et à assurer la sauvegarde d'une institution menacée dans ses fondements mêmes. La création de l'association s'inscrit dans le contexte particulier d'une grave crise traversée par la BDIC à la fin des années 1970. Installée depuis une décennie sur le campus de l'Université de Paris X-Nanterre, la BDIC se trouve confrontée à la grande pénurie commune durant cette période à toutes les bibliothèques universitaires. Pénurie aggravée pour la BDIC par le fait que – en dépit de son transfert de locaux incommodes mais peu coûteux vers un bâtiment plus vaste mais gourmand en frais de fonctionnement – sa dotation budgétaire n'a pas été réévaluée. Les charges afférentes aux locaux et à l'entretien du matériel mangent alors 60 % de la subvention et la BDIC s'est trouvée à plusieurs reprises devant la nécessité de suspendre ses commandes d'ouvrages et ses abonnements de périodiques. Comme l'évoque en 1981 Véronique Blum, alors directrice de la BDIC : « Le petit bâtiment de la rue Auguste-Vacquerie où travaillaient le personnel et les lecteurs avait peu de frais de chauffage, électricité, nettoyage, etc. Quant aux magasins de livres et au Musée, installés au château de Vincennes, ils n'étaient ni chauffés, ni complètement éclairés... Les locaux à Nanterre, comme tous les bâtiments récents et entièrement vitrés, sont très coûteux d'entretien ; ils ont de plus été dotés d'installations sophistiquées comme le transporteur de livres

Siemens (*Pater Noster*), le système pneumatique pour les bulletins de demandes de livres, ou un chauffage si perfectionné qu'il se révèle particulièrement fantaisiste et peu satisfaisant. Les contrats d'entretien de telles installations, comme leur réparation, sont très élevés. Le nettoyage de 11 651 m<sup>2</sup> de bâtiments, même réduit à l'extrême, est cher. Quant aux locaux des Invalides, à l'opposé, il faut payer leur vétusté<sup>1</sup>. »

Cette situation de blocage sur le plan financier fait qu'en 1980 le budget initial de la BDIC ne lui permet pas d'acheter des ouvrages et de prendre des nouveaux abonnements de périodiques, c'est-à-dire d'assurer sa fonction. Entre 200 et 250 titres de périodiques sont en attente d'abonnement à cette date. Or cette irrégularité répétée dans les acquisitions documentaires engendre des lacunes difficiles, voire impossibles, à combler ultérieurement ; d'autant que la BDIC acquiert des documents dans de nombreux pays où les tirages de l'édition sont faibles et les circuits de diffusion aléatoires. Il n'est guère question non plus de faire effectuer un minimum de reliures et d'entretien des collections. Cette impossibilité de mener une politique documentaire cohérente est liée certes à des conditions générales, illustrées par le grand retard des bibliothèques universitaires françaises par rapport à leurs homologues européennes et, cela va sans dire, américaines ; mais elle tient également à l'histoire de la BDIC. Entre 1972 et 1979, la BDIC pâtit d'un rattachement institutionnel artificiel à la Bibliothèque interuniversitaire « B » qui regroupe des établissements disparates et constitue un écran par rapport à sa tutelle. Les critères retenus pour l'attribution de crédits – superficie des salles de lecture et nombre d'étudiants – ne prennent pas non plus en compte la spécificité de la BDIC comme bibliothèque spécialisée et de recherche. Sur le plan du personnel, la BDIC ne bénéficie d'aucune dotation supplémentaire et elle doit réduire notablement l'emploi de vacataires, embauchés pour pallier des manques criants dans certaines tâches (catalogage des estampes et des affiches par exemple) ou effectuer des travaux requérant une spécialisation particulière (acquisitions et traitement de documents de pays comme la Tchécoslovaquie ou la Yougoslavie).

Pour toutes ces raisons, le Conseil de la BDIC constitué en 1979 sous la présidence de René Rémond, ancien président de l'Université Paris X, multiplie les démarches : nombreuses interventions auprès du ministère de tutelle, du Conseil général, du Premier ministre, de la présidence de la République. Si bien que le Conseil de la BDIC organise le 5 juin 1980 une conférence de presse. Cette manifestation rencontre un écho important auprès des médias, qui s'en font largement l'écho : agences de presse, chaînes de radio et de télévision (FR 3, France-Culture), quotidiens nationaux (du *Figaro* au *Quotidien de Paris*, en passant par *Le Monde*, *La Croix*, *Le Parisien libéré*, *L'Humanité* ou *Libération*), revues d'information hebdomadaires (*Réforme*, *Le Point*, *Livres Hebdo*, *Le Canard enchaîné*, *Le Nouvel Observateur*, ou *Les Nouvelles littéraires*), revues spécialisées (*Le Mouvement social*, *Historiens et géographes*, *L'Histoire*, la *Revue française de science politique* ou *Le Monde juif*) et aussi quotidiens européens (*Le Soir* de Bruxelles, *Le Journal de Genève*, *La Gazette de Lausanne*). Des questions écrites sont déposées à l'Assemblée nationale et au Sénat. Les préoccupations sont identiques : « Une bibliothèque laboratoire en péril<sup>2</sup> », « Source de documentation connue du monde entier... sauf de la France. Une fabuleuse bibliothèque en péril<sup>3</sup> »,

---

<sup>1</sup> « La situation de la BDIC fin 1981. Interview recueillie auprès de Véronique Blum, directeur de la BDIC », *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*, n° 1, décembre 1981, p. 2.

<sup>2</sup> *Le Figaro*, 6 juin 1980.

<sup>3</sup> *Le Quotidien de Paris*, 11 juin 1980.

« Danger de mort pour un vaste patrimoine documentaire<sup>4</sup> », « La BDIC : une bibliothèque qui ne doit pas mourir<sup>5</sup> », « Nanterre : SOS pour la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine<sup>6</sup> ».

Réunis à Rome en colloque, durant l'été 1980, des chercheurs de 9 pays en appellent au ministre des Universités pour qu'il intervienne afin de sauver la « bibliothèque la plus intelligente du monde » : venus des États-Unis, d'Allemagne, de Yougoslavie, de France, du Canada, de Grande-Bretagne, d'Espagne ou de Hongrie, ils se nomment Giuliano Procacci, Moshe Lewin, Marc Ferro, Antonio Elorza, Alec Nove, Aldo Agosti, Alexandre Adler ou Henri Weber<sup>7</sup>. Ce bel hommage rendu à la BDIC sera explicité quelques années après par Marc Ferro : « Il y a quelques années, un historien rendait hommage à la BDIC en la qualifiant comme la bibliothèque “la plus intelligente du monde”. Spécialiste de la Russie, il voulait ainsi faire remarquer qu'une bibliothèque ne s'apprécie pas seulement à la mesure de son fonds, d'importance plus ou moins astronomique – or, déjà, comme on le sait, en matière russe et soviétique, la BDIC a peu de rivaux dans le monde – l'utilité d'une bibliothèque se mesure également aux effets de sa politique scientifique, à sa stratégie. Or, attentive aux mouvements de l'histoire, la BDIC est toujours là, enrichissant son fonds de façon opératoire, le chercheur y trouvant ainsi ce qui le stimule et l'aide à travailler<sup>8</sup>. » Le congrès de l'IALHI (International Association of Labour History Institutions), réuni en septembre 1980 à Stockholm, exprime son émotion devant les graves difficultés rencontrées par la BDIC. Cet immense élan de sympathie, ces démarches aboutissent à l'attribution ponctuelle de crédits exceptionnels mais les problèmes de fond demeurent.

La grave crise financière, connue par la BDIC en 1980, a ému la communauté scientifique nationale et internationale à tel point que la création d'une association d'amis et d'utilisateurs s'est imposée comme une évidence. Il s'agissait, pour les usagers de la BDIC, de rester vigilants afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise. L'association se fixe pour but d'aider au bon fonctionnement de la BDIC, d'apporter un appui moral et matériel permanent à la Bibliothèque et de servir à son rayonnement<sup>9</sup>. À la suite d'un appel qui rencontre un écho extrêmement favorable et chaleureux auprès de 160 personnes – dont près de 70 acceptent de faire partie d'un futur conseil d'administration et même d'un bureau – l'assemblée constitutive de l'association se tient le 11 juin 1981 à la BDIC. En l'absence du président pressenti pour l'association, Daniel Mayer, appelé dans le même temps à la tête du Conseil constitutionnel, la séance se déroule sous la présidence du doyen Jacques Droz, « usager ancien et fidèle de la BDIC, à laquelle il fut conduit par son maître Pierre Renouvin<sup>10</sup> ». Tandis que Véronique Blum remercie les nombreuses personnes présentes, Geneviève Dreyfus-Armand présente le projet de statuts et Thérèse Muller fait des propositions sur le montant des cotisations. À côté de ces représentantes de la BDIC, Stéphane Courtois, ancien vacataire à la Bibliothèque, explique les conditions de création de l'association et ses objectifs. Un bureau provisoire est élu, dont font partie, en plus des intervenants à

---

<sup>4</sup> *Le Matin*, 4 août 1980.

<sup>5</sup> *Réforme*, 6 septembre 1980.

<sup>6</sup> *Livres Hebdo*, 8 juillet 1980.

<sup>7</sup> Rome, 27 juin 1980.

<sup>8</sup> *Lettre de l'Association des amis de la BDIC*, n° 10, octobre-décembre 1983, p. 1. Expression reprise dans le titre de l'article de *L'Imprimerie française* consacré à la BDIC (août-septembre 1980).

<sup>9</sup> Article 2 des statuts.

<sup>10</sup> Compte rendu de l'assemblée constitutive.

l'assemblée, Henri Amouroux, Wladimir Bérélowitch, Jacques Delarue, Gracie Delépine, René Girault, Léo Hamon, Martine Lemaître et Robert Paris. Le secrétariat est assuré par Stéphane Courtois et Geneviève Dreyfus-Armand et la trésorerie par Martine Lemaître et Thérèse Muller. Un conseil d'administration nombreux l'épaula, dont sont issus de futurs membres du bureau, et un comité de parrainage rassemble tous ceux qui ont répondu à l'appel.

Dans le sillage de la création de l'association, la communauté internationale se mobilise aussi en faveur de la BDIC. Sur l'initiative de l'Institut für Zeitgeschichte de Munich, une lettre ouverte est adressée en octobre 1981 au président de la République, aux ministres de l'Éducation nationale et de la Recherche, et à la presse. Elle est signée par 34 professeurs de l'enseignement supérieur issus de 10 pays : la Suisse (Jean-Claude Favez), les États-Unis (notamment Stanley Hoffmann et Eugen Weber), la RFA (Martin Broszat), l'Italie (Renzo de Felice), l'Espagne (Manuel Espadas Burgos), la Grande-Bretagne, l'Autriche, Israël (Saül Friedlander), les Pays-Bas et la Belgique. Les signataires demandent que soit donnés des moyens financiers suffisants à la BDIC, « une des plus importantes bibliothèques du monde », « centre de recherche de premier plan pour les historiens de toutes nationalités », « dont la dimension scientifique conforte le prestige international de la science française ». Ils insistent pour que la Bibliothèque ait les « moyens nécessaires à la poursuite et au développement de son action scientifique<sup>11</sup> ». Aussi Daniel Mayer, élu président de l'association, souligne-t-il dans l'éditorial du premier numéro de *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*, que « si nul n'est prophète en son pays, il peut l'apparaître à l'extérieur ».

Les premières activités de l'association sont essentiellement centrées autour de la capitalisation de tout ce courant de sympathie recueilli au moment de la grave crise vécue par la BDIC : il s'agit d'aider la BDIC à faire mieux connaître et reconnaître ses richesses documentaires afin qu'elle obtienne les moyens suffisants à son fonctionnement et à son développement. Un bulletin d'information, modeste mais qui prendra de l'ampleur, commence à être publié régulièrement à partir de la fin de l'année 1981 : *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*. Jusqu'à la fin de 1984, dix numéros paraissent, certains « doubles », parvenant ainsi au n°13/14 ; de 6 pages au début, le bulletin s'étoffe progressivement et atteint 32 pages. *La Lettre* publie des articles historiques confiés par des chercheurs confirmés ou débutants, donne des informations sur la BDIC, présente des fonds récemment arrivés et traités, évoque les collections relatives à l'actualité du moment (l'Iran, la Pologne ou les Malouines par exemple) et rend compte de l'activité du Musée, alors Musée des deux guerres mondiales. Des numéros plus particulièrement consacrés à une thématique sont publiés : par exemple sur l'Allemagne, avec une préface d'Alfred Grosser, sur la Seconde Guerre mondiale, avec des textes de Jacques Delarue et Jean-Louis Crémieux-Brilhac, sur l'Amérique latine, avec une introduction de Robert Paris, sur la Russie, avec un éditorial de Marc Ferro, ou sur l'émigration italienne antifasciste, avec la participation de Pierre Milza. Les auteurs des éditoriaux des deux derniers numéros de *La Lettre*, René Girault et Robert Frank, seront des présidents ultérieurs de l'association. *La Lettre* s'attache également à présenter d'autres organismes documentaires spécialisés, français et étrangers, afin de replacer la BDIC dans un contexte plus large et de la situer dans les réseaux auxquels elle participe.

---

<sup>11</sup> « Lettre au président de la République », *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*, n° 1, *op. cit.*

Le premier guide du lecteur de la BDIC est dû à l'association : une plaquette-dépliant, tirée à plusieurs milliers d'exemplaires, présente les collections et les instruments de travail de la BDIC, donnant les indications pratiques nécessaires au public. La BDIC acquiert dans le même temps sa première image de marque, son premier « logo ». Une vaste campagne d'information est lancée auprès des universités et centres de recherche français et étrangers, de la presse généraliste ou spécialisée et des pouvoirs publics. Le 20 avril 1982 est diffusée sur la troisième chaîne de télévision (FR3) une émission consacrée à la BDIC, dans le cadre d'une *Tribune libre* ouverte aux associations<sup>12</sup>. L'association contribue également à l'enrichissement des fonds de la BDIC : elle fournit à celle-ci des subsides réguliers pour des achats ponctuels, notamment de cette « littérature grise » éphémère par définition et inaccessible par les circuits classiques de l'édition. Elle facilite des donations importantes de documents, œuvrant ainsi au spectaculaire retournement de tendance qui s'opère alors en faveur de la BDIC : des collections particulières constituées en France (fonds Luigi Campolongo ou du Centre international pour le développement de Josué de Castro) mais aussi des fonds d'archives étrangères sont confiés à la BDIC (telles les archives Vlandas sur la guerre civile grecque). Or, auparavant, les premières quittaient fréquemment le territoire national pour d'autres organismes européens ou américains et les autres se dirigeaient peu fréquemment vers la France.

Un an après sa création, l'association compte plus de 300 adhérents, dont un certain nombre d'organismes qui se sont affiliés en tant que tels, comme l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, l'Association Musée de la Résistance d'Ivry, la section Lettres de la Bibliothèque universitaire de Tours, le Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, le Comité d'entreprise de l'Institut français du pétrole, le Groupe des chercheurs en histoire moderne et contemporaine du CNRS, la Hoover Institution on War, Revolution and Peace de Stanford ou l'Institut d'histoire des conflits contemporains de Vincennes<sup>13</sup>. Au fil des années, les activités et surtout les publications de l'Association parviennent à fidéliser un nombre important d'adhérents ou d'abonnés. Lors de l'assemblée générale du 11 décembre 1989, lorsque Daniel Mayer souhaite se retirer de la présidence de l'association, un premier bilan d'activités après huit années d'existence est dressé par Martine Lemaître : environ 300 cotisations sont perçues – toutes catégories confondues : membres actifs, bienfaiteurs et associés, étudiants, personnel BDIC – ainsi qu'une centaine d'abonnements supplémentaires à *Matériaux pour l'histoire de notre temps*.

Les nombreux amis de la BDIC sont prêts à se mobiliser et à intervenir auprès des pouvoirs publics et des autorités de tutelle dès qu'une menace se profile sur les moyens attribués à la BDIC. Ainsi, en 1997, est signé de noms prestigieux un *Appel des historiens pour la continuité des travaux de recherche et d'exploitation des archives menés par la BDIC*. Grâce à l'opiniâtreté de ses directeurs, Véronique Blum puis Joseph Hue, la BDIC avait bénéficié de 1982 à 1996 de crédits de recherche attribués dans le cadre de contrats pluriannuels et ils ne devaient pas être reconduits pour les années 1997-2000 au motif que « la documentation et les bibliothèques ne sont pas financées dans [ce cadre] ». Les historiens et utilisateurs de la BDIC signataires de

---

<sup>12</sup> Émission réalisée par Jean-Claude Lemonnier, avec la participation de Véronique Blum, du général Charles Christienne, de Stéphane Courtois, Gracie Delépine, Geneviève Dreyfus-Armand et Marc Ferro.

<sup>13</sup> *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*, n° 3-4, juin-septembre 1982, p. 7.

l'appel n'ont guère de peine à argumenter : « les crédits de recherche ont permis de financer non pas une documentation de bibliothèque mais des travaux d'organisation et d'exploitation de matériaux indispensables à la recherche historique et à l'étude de la vie politique, économique et sociale internationale. » Ces crédits sont utilisés dans trois domaines : constitution de fonds d'archives pour la recherche (mise à disposition d'archives privées contemporaines, création de sources historiques sonores et audiovisuelles, mise en œuvre de programmes de sauvegarde d'archives), publications de résultats de recherches et réalisation d'instruments de travail pour les chercheurs (plus de 40 ouvrages édités depuis 1984) et présentation au grand public des collections de la BDIC (25 expositions en treize ans). Considérée comme équipe d'accueil pour les étudiants de maîtrise et de DEA, la BDIC organise aussi, depuis 1987, une initiation à la recherche en histoire contemporaine par la présentation de ses fonds (séances pour près de 600 étudiants en 1995 et 1996). Les signataires demandent de « pouvoir bénéficier encore à l'avenir des services de la BDIC, tant pour [leurs] centres de recherche que pour [leurs] étudiants et continuer le partenariat entrepris avec la BDIC ». Cet appel venant appuyer les dossiers transmis par la BDIC, les crédits de recherche sont rétablis en 1999 et, comme on le verra, confortés en 2001 par de nouvelles dotations.

L'association intervient également auprès de la Direction de l'enseignement supérieur lorsque la question cruciale de l'emploi précaire à la BDIC se pose avec acuité, en décembre 1999, au début de la grève reconductible déclenchée par le personnel de la Bibliothèque. Elle constate que la spécificité de la BDIC n'a jamais été officiellement reconnue et que cela a « entraîné une pénurie en termes de dotation en personnels dont les effectifs, déjà insuffisants à cette date, ont considérablement diminué depuis 1983. Cela a contraint la BDIC à recourir à des emplois contractuels afin d'assurer le fonctionnement de nombreux services : administration, comptabilité, accueil et communication (à partir des magasins de livres), services de bibliothéconomie (tels que traitement des archives privées internationales, acquisitions et traitement de la documentation en langues allemande, russe, serbo-croate et bulgare) et Musée d'histoire contemporaine-BDIC. » L'association indique qu'à cette date 17 contractuels sont payés sur le budget propre de la BDIC, ce qui représente une ponction de 26 % sur ce budget. Et elle demande que la BDIC soit dotée de personnels en nombre suffisant et qu'un plan d'intégration soit prévu pour les contractuels en place. L'association anticipe ainsi sur ce que la loi Sapin se proposera de réaliser par étapes.

### **Impulsion donnée aux activités de la BDIC**

Très rapidement, l'association ne se contente pas d'une activité de « défense » et de « promotion » de la BDIC mais, conformément à son objectif initial, elle contribue notablement à aider la BDIC à assumer pleinement sa double mission de « laboratoire d'histoire » et d'organisme « d'éducation populaire », selon les objectifs assignés en ces termes par les parlementaires au moment de la donation à l'État de la collection Leblanc. L'association aide ainsi la BDIC à renouer avec ses activités premières, délaissées depuis trop longtemps en raison des aléas de son histoire : disparition dans un incendie d'une partie de ses fonds à la fin de la Seconde Guerre mondiale, déménagements successifs de ses salles de lecture puis de la totalité de ses collections en 1970 et 1973, séparation géographique de la Bibliothèque et du Musée et crise financière évoquée précédemment. L'Association des Amis se donne pour objet d'être un catalyseur afin que la BDIC développe à nouveau des activités dans le

domaine de la recherche : traitement de fonds spécialisés susceptibles d'induire de nouvelles pistes de recherche, organisation de tables rondes et d'expositions, édition de publications scientifiques. De manière à ce que la BDIC soit officiellement reconnue par sa tutelle comme une bibliothèque de recherche et non pas seulement estimée à l'aune des bibliothèques universitaires généralistes.

Dès sa création, l'association participe activement à la préparation de l'exposition présentée au Musée des deux guerres mondiales sur le thème *Guerre et révolution en Russie, 1914-1921*, durant l'hiver 1982-1983. Wladimir Bérélowitch, membre du bureau et spécialiste de la Russie, est commissaire de l'exposition. L'association aide financièrement la BDIC pour la réalisation du catalogue, le premier à être illustré en couleurs, permettant de mieux faire apprécier la belle collection d'affiches russes du Musée. L'exposition attire un public nombreux, notamment 132 groupes scolaires comptant 3 300 élèves<sup>14</sup> Enfin, le 21 avril 1983, l'association organise au Musée une table ronde consacrée à *La Révolution vue par les révolutionnaires* et présidée par René Girault. Cette initiative, qui représente là encore une « première », rencontre un franc succès : plus d'une centaine de personnes écoutent les exposés introductifs de Wladimir Bérélowitch, Marc Ferro et Michel Heller. De nombreux universitaires participent à la discussion. L'association a donc fortement aidé la directrice de la BDIC, Véronique Blum, dans sa volonté de relancer l'activité du Musée en contribuant à réaliser une exposition scientifiquement étayée, mais vivante, à éditer un catalogue plus attrayant que ceux publiés jusqu'alors et en donnant une large audience à ces activités en organisant une table ronde. L'activité de l'association est donc un élément déterminant du renouveau du Musée.

L'association a continué de jouer un rôle de catalyseur des activités de la BDIC en liaison avec la recherche et la diffusion des connaissances, tout en l'entraînant dans une réflexion de fond sur son rôle dans l'écriture de l'histoire. Elle participe en 1984 à l'organisation de l'exposition *La France et les Français de la Libération, 1944-1945. Vers une France nouvelle ?*, en contribuant à la confection du catalogue et en faisant appel à des spécialistes pour aider au choix des documents : Henri Amouroux, le général Charles Christienne, Robert Frank, Daniel Mayer et René Rémond. Le catalogue, établi par Philippe Buton, bien illustré, est un véritable ouvrage faisant le point à cette date sur une période complexe et il marque surtout le début d'une longue série. L'exposition est inaugurée par le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, et attire un public nombreux. Le Musée des deux guerres mondiales, longtemps en sommeil du fait des avatars de son histoire, connaît un nouveau départ. *Images de 1917*, exposition coordonnée par Laurent Gervereau et Christophe Prochasson pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la BDIC, sera la première à arborer le nouveau nom du musée de la BDIC, Musée d'histoire contemporaine. Appellation devenue nécessaire par suite de l'élargissement des thématiques du Musée. À la suite de la phase d'aide et de stimulation assurée par l'association, le Musée a connu un développement remarquable, autonome, présentant en moyenne deux expositions par an, accompagnées par des ouvrages où participent les meilleurs spécialistes des questions traitées, très souvent membres eux-mêmes de l'association.

---

<sup>14</sup> Cécile Coutin, « Bilan d'une exposition », *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*, n° 10, octobre-décembre 1983, p. 22.

L'Association des amis de la BDIC entreprend aussi d'aider la BDIC à reprendre sa tradition ancienne de publication d'instruments de travail que sont les bibliographies spécialisées. Elle aide de ses deniers la première publication de ce type éditée par la BDIC dans les années 1980 : il s'agit d'une bibliographie des sources documentaires existant à Paris sur l'histoire du mouvement ouvrier argentin, due à Edgardo Bilsky et réalisée en coédition par la BDIC et le GRECO 26 du CNRS (Réseau documentaire Amérique latine). Modeste réalisation par son apparence matérielle, compte tenu de la faiblesse des moyens financiers disponibles, cette publication marque cependant la reprise d'une activité première de la BDIC. De même, l'association est à l'origine d'une autre bibliographie – dont la publication a été interrompue par la mort de l'auteur, Vilém Kahan, en 1985 – celle de l'Internationale communiste pour la période 1919-1935<sup>15</sup>. Ouvrage publié en coédition par la BDIC et des homologues européens, la Fondation Feltrinelli de Milan et l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

L'association est également à l'initiative d'une deuxième table ronde, organisée à la BDIC sous la présidence de Daniel Mayer, le 18 novembre 1985. Elle accompagne la publication d'un numéro double de *Matériaux pour l'histoire de notre temps* consacré à l'Espagne de 1900 à 1985, bientôt référencé dans la bibliographie conseillée aux agrégatifs d'histoire. Joseph Hue, le nouveau directeur de la BDIC, accueille l'ambassadeur d'Espagne en France, Joan Reventos Carner, accompagné du conseiller culturel de l'ambassade, le représentant du ministre de la Recherche et de la Technologie, Maurice Garden, le directeur de la Casa de Velázquez, Didier Ozanam, le directeur de la Maison des pays ibériques de Bordeaux, Joseph Perez. L'Université de Paris X est représentée par un vice-président, Guy Lachenaud, et la Société des hispanistes français par son président, Jean-François Botrel. Quatre exposés lancent le débat : sur l'historiographie de l'Espagne contemporaine par Pierre Vilar, sur la redécouverte du dialogue dans la Péninsule par Andrée Bachoud, sur l'entrée de l'Espagne dans la CEE par Albert Broder et sur le point de vue d'Orwell par Jorge Semprún. Une assistante fournie, composée de nombreux chercheurs, étudiants ou acteurs de l'histoire récente de l'Espagne (comme Julián Gorkín ou Antonio Gardó), donne aux débats des éclairages passionnants<sup>16</sup>. À la suite de cette initiative, la BDIC attirera de nombreux étudiants et chercheurs désireux d'y travailler sur ses fonds hispaniques et recevra des dons importants dans ce domaine (mémoires inédits, journaux, archives). C'est vers la BDIC que Jean-Claude Villegas, enseignant au département d'espagnol de l'Université de Dijon, se tournera quand il voudra publier des bulletins confectionnés artisanalement par les républicains espagnols internés dans les camps aménagés pour eux en 1939 dans le Midi de la France ; la BDIC coéditera ainsi en 1989 *Plages d'exil*, ouvrage abondamment illustré des reproductions de ces bulletins et accompagné de contributions de nombreux hispanistes et historiens (d'Octavio Alberola et Andrée Bachoud à Émile Temime et Bernard Vincent, en passant par Jean-Marie Ginesta, Serge Salaün ou Carlos Serrano).

---

<sup>15</sup> *Bibliographie de l'Internationale communiste 1979-1979*, préparée par Vilém Kahan. Tome 1<sup>er</sup> : *Travaux des sept congrès, 1919 à 1935 ; sessions du Comité exécutif ; études concernant l'Internationale communiste, parues de 1979 à 1979*, Nanterre, BDIC, Milan, Fondation Feltrinelli, Amsterdam, Institut international d'histoire sociale, 1989/ Amsterdam, Éditions E. J. Brill, 1990.

<sup>16</sup> « L'Espagne vers l'Europe : actes de la rencontre-débat du 18.11.1985 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 5, janvier-mars 1986.



Afin de faire connaître les richesses documentaires de la BDIC sur les événements de mai 1968, l'association et la BDIC organisent de concert, en 1988, plusieurs manifestations. À l'origine, deux projets parallèles : d'une part, la préparation d'un numéro spécial de *Matériaux pour l'histoire de notre temps* consacré aux événements de Mai 68 en France et à leur mise en perspective internationale et, d'autre part, l'organisation d'une exposition basée sur l'abondante documentation recueillie par la BDIC (affiches, journaux, photos, tracts, ouvrages, etc.). Ainsi, l'exposition *Mai-juin 1968*, conçue, organisée et mise en place par le Musée d'histoire contemporaine, donne lieu à une publication élaborée conjointement par la BDIC et par l'Association des amis de la BDIC et du Musée, ayant pour titre *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*. L'association contribue financièrement à l'édition de l'ouvrage en achetant à la BDIC les exemplaires destinés à ses adhérents et à ses propres circuits de diffusion. La même publication paraît ainsi sous deux couvertures différentes : celle du numéro triple (11/12/13) de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, illustrée par une affiche emblématique de la période, et celle du catalogue du Musée, parée du pavé aux couleurs acidulées conçu pour l'occasion par le graphiste Alain Le Querrec. La collaboration entre la BDIC et son association d'amis se poursuit pour donner le maximum d'audience à cette exposition, dont une conférence de presse organisée au Musée à la date, symbolique pour les événements, du 3 mai 1988. Des acteurs importants de cette période, entourés par René Rémond et les deux commissaires de l'exposition<sup>17</sup>, répondent aux questions de la soixantaine de journalistes présents : Maurice Grimaud, préfet de police de Paris en 1968, Pierre Grappin, doyen de la Faculté des lettres de Nanterre en 1968 et Jean-François Godchau, président de l'UNEF-Nanterre en 1968<sup>18</sup>.

Afin de contribuer à donner un écho plus ample au travail effectué, l'Association des amis de la BDIC développe une étroite collaboration avec une association de jeunes chercheurs, « Histoire au présent », afin d'organiser plusieurs manifestations<sup>19</sup>. Avec le soutien des Éditions La Découverte qui assurent la diffusion du catalogue, une réunion amicale à la Maison des Mines suit l'inauguration de l'exposition. Soirée qui permet à ceux qui ont participé à l'organisation de l'exposition et à la confection du catalogue de se retrouver autour d'un buffet campagnard et de voir – ou revoir – des courts-métrages peu connus de l'époque. Les autres réalisations communes de l'Association des amis de la BDIC et d'Histoire au présent sont trois tables rondes consacrées à des aspects particuliers des « années 68 ». Une rencontre sur le thème « Médias et Mai 68 », destinée à analyser le rôle respectif et les éventuelles évolutions des différents médias pendant les « événements », a lieu à la FNAC-Montparnasse le 10 mai 1988 sous la présidence de René Rémond. La table ronde réunit les historiens Marc Martin et André-Jean Tudesq, les journalistes Jean-Marcel Bouguereau et Michel-Antoine Burnier et un journaliste responsable syndical en 1968, Édouard Guibert. Pour ouvrir un cycle de films consacré à Mai 68 par le cinéma l'Épée de Bois, une rencontre se tient sur « Cinéma et Mai 68 » avec la participation d'universitaires, de cinéastes et de la rédaction des *Cahiers du cinéma*. Enfin, une table ronde sur « Syndicats et Mai 68 » se tient à la Bourse du travail de Paris, le 18 juin

---

<sup>17</sup> Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau.

<sup>18</sup> Au moment même où ces lignes sont écrites, le 4 janvier 2003, Jean-François Godchau, resté enseignant à l'Université de Paris X, a été accompagné la veille à sa dernière demeure par ses nombreux collègues et amis. Il n'avait pas 60 ans.

<sup>19</sup> Geneviève Dreyfus-Armand, « Mai 68 : exposition au Musée d'histoire contemporaine et tables rondes », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 14, octobre-décembre 1988, pp. 31-33.

1988, sous la présidence de Madeleine Rebérioux, avec la participation d'Antoine Prost, de Jacques Julliard et de responsables syndicaux ayant participé au mouvement et, en particulier, aux négociations de Grenelle. La France ayant été le seul pays où, en 1968, le mouvement étudiant a été relayé par un mouvement social de grande ampleur, cette table ronde a permis de s'interroger sur un thème majeur, évoqué seulement dans le catalogue de la BDIC centré davantage sur les mouvements étudiants<sup>20</sup>.

Sans jamais se substituer à la BDIC, l'association a mis son potentiel matériel et intellectuel au service de la Bibliothèque afin de l'aider dans la réalisation de ses activités, voire en la précédant dans des initiatives qu'elle pouvait plus facilement et plus rapidement mettre en œuvre de par sa structure associative. Évoquons, pour l'anecdote, le fait que le premier ordinateur entré à la BDIC a été introduit par l'association en 1988, familiarisant ainsi les personnels de la BDIC impliqués dans la gestion de celle-ci, en sus de leurs heures de travail professionnel, aux logiciels de traitement de texte et de bases de données. L'association a contribué très fortement à la redécouverte du Musée, avant que celui-ci ne trouve son propre rythme. Elle a aidé et aide encore notablement la BDIC à développer des programmes destinés à aider la recherche et ouvrir de nouveaux champs d'étude à partir de sources nouvelles ou revisitées. Sans l'association et sans son impulsion permanente, la BDIC aurait certainement eu beaucoup plus de mal à retrouver sa réputation internationale antérieure à la Seconde Guerre mondiale.

### **Du « collège invisible » des chercheurs à l'Institut fédératif de recherches**

En 1983, Moshe Lewin, alors professeur d'histoire à Philadelphie – University of Pennsylvania –, évoque le « collège invisible » constitué autour de la BDIC. Dans un article intitulé « La BDIC dans ma carrière universitaire », Moshe Lewin, spécialiste de la question agraire en Russie et en URSS, commence par affirmer : « La BDIC a été le grand événement de ma carrière universitaire à partir du moment où je suis venu à Paris pour la première fois, il y a bientôt vingt ans, pour faire ma thèse de doctorat à la Sorbonne. » Arguant de son expérience dans nombre de bibliothèques américaines, il concède : « Il se peut que les étudiants et les collègues parisiens, qui sont moins familiarisés avec les bibliothèques étrangères, ne se rendent pas compte de la qualité et de la compétence de ces bibliothécaires [de la BDIC], ou de l'utilité des catalogues [...] Il est de plus grandes bibliothèques, et aussi de vraies géantes comme la Library of Congress, la Bibliothèque nationale, etc. Mais ce sont des bibliothèques encyclopédiques, alors que la BDIC se propose d'aider à la recherche dans le domaine des relations internationales, et ceci requiert une politique plus spécialisée, plus spécifiquement orientée à la fois dans son organisation et ses acquisitions. Pour moi, en tout cas, une bibliothèque de recherche, cela signifie bien qu'ici mieux qu'ailleurs on peut définir un problème, le comparer avec d'autres similaires dans d'autres pays, repérer et maîtriser les matériaux de référence, s'instruire en matière de bibliographies, et de bibliographies de bibliographies, s'initier aux sources principales et aux monographies essentielles. On peut aller chercher ailleurs la masse des documents, si c'est nécessaire. Mais ici aussi la "masse" existe, pour quelques sujets clés. » Et, pour

---

<sup>20</sup> Table ronde publiée avec d'autres – organisées par le CEVIPOF (FNSP) et le CRHMSS (Paris I) – dans le numéro 20 de *Matériaux* (juillet-septembre 1990) sous le titre *Occupations/négociations. Les syndicats en Mai 68.*

finir, il évoque le dernier aspect de la BDIC qui a joué un rôle dans son travail : « le fonctionnement du "collège invisible", terme utilisé pour qualifier le rôle que les contacts informels jouent dans le jaillissement des idées. À la BDIC, plus facilement qu'ailleurs, un étudiant peut approcher un auteur confirmé dont il est justement en train de lire le livre ; deux collègues travaillant dans le même domaine et qui ne s'étaient jamais rencontrés peuvent tomber l'un sur l'autre, et j'ai souvent observé ou vérifié moi-même ce fait. On peut aussi rencontrer quelqu'un qui vient juste d'écrire une critique virulente contre vous<sup>21</sup>. »

Stéphane Courtois, secrétaire jusqu'en 1986, décrit lors d'une assemblée générale combien l'association est un garant de la continuité de la BDIC sur un point essentiel, les relations entre la Bibliothèque et ses utilisateurs : « Par cette politique de liaison étroite avec les chercheurs, la BDIC a participé très largement à ce que j'appellerai la structuration du champ scientifique en histoire contemporaine. Il n'y aurait pas d'illusion plus profonde et d'erreur plus grave que de croire qu'un champ scientifique fructifie tout seul, sans travail, sans organisation, et que, dans un superbe isolement, le chercheur héroïque trace son chemin. Le chercheur qui œuvre seul ou isolé le fait avec une déperdition d'énergie considérable et qui aboutit à terme à un épuisement et à l'inefficacité pure et simple. Au contraire, lorsqu'il œuvre dans un champ scientifique structuré, lorsqu'il bénéficie d'axes de travail, de réseaux d'échanges d'informations, de points d'appui, son travail avance plus vite, avec moins d'efforts inutiles et dans un enthousiasme collectif extrêmement porteur. [...] Jour après jour s'opère un travail d'échange qui est fondamental ; la BDIC crée une sorte de "bouillon de culture" où le chercheur est comme un poisson dans l'eau<sup>22</sup>. »

L'Association des amis de la BDIC rend en quelque sorte visible ce « collège invisible » décrit par Moshe Lewin. En se constituant en association, les chercheurs qui travaillent à la BDIC ne suppriment bien entendu nullement les contacts informels qu'ils y nouent, ils ne remplacent pas les liens institutionnels qu'ils peuvent avoir par ailleurs, mais ils matérialisent en quelque sorte ce « collège invisible ». Ils lui donnent une existence officielle ; ils en démultiplient les potentialités par les occasions régulières de rencontres qu'offre une association vivante et active et ils lui donnent un moyen public d'expression, *La Lettre* puis *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. L'association est le lieu privilégié de la collaboration entre chercheurs et bibliothécaires ; une véritable coopération s'y instaure, offrant l'opportunité aux bibliothécaires d'être plus proches des préoccupations de leur public et aux chercheurs de rendre à la Bibliothèque une partie des services qu'ils en retirent (aide au traitement de fonds spécialisés, participation à l'organisation d'expositions et de tables rondes)<sup>23</sup>. L'association est aussi un lieu de rencontre et de confrontation intellectuelle de chercheurs venus d'horizons très variés et unis dans l'attachement à leur lieu de recherche. Les publications de l'association sont des lieux de convergence des divers courants de la recherche en histoire contemporaine et, à ce titre, originaux dans ce domaine.

---

<sup>21</sup> *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*, n° 10, octobre-décembre 1983, pp. 6-7.

<sup>22</sup> *La Lettre de l'Association des amis de la BDIC et du Musée*, n° 12, juin-juillet 1984, p. 21.

<sup>23</sup> Voir la participation de l'association à une journée d'études sur les relations lecteurs-bibliothèques organisée par l'AENSB (Association de l'École nationale supérieure de bibliothécaires), le 27 janvier 1984 (*La Lettre...*, n° 12, juin-juillet 1984, p. 19).

C'est en 1985 que l'Association des amis de la BDIC entreprend de publier *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. La *Lettre* était devenue de plus en plus volumineuse et une véritable revue apparaissait souhaitable. Pas une revue d'histoire de plus, ni une revue de documentation, mais un carrefour original, lieu de rencontre en chercheurs en histoire et spécialistes de la documentation, matérialisant le « collège invisible » constitué autour de la BDIC et de l'association. Dès l'origine, le bureau de l'association qui fait office de comité de rédaction, opte pour des numéros thématiques, dont la conception et la réalisation, toujours discutées en commun, sont confiées à un ou plusieurs coordinateurs spécialistes du sujet. Les thèmes sont choisis collectivement parmi ceux qui semblent délaissés ou insuffisamment étudiés par l'historiographie contemporaine, et auxquels la BDIC peut apporter de nouveaux éclairages par les fonds qu'elle collecte. Ce n'est donc pas un hasard si la revue débute avec un numéro consacré à l'histoire des femmes et du féminisme, après le traitement, en 1980 et 1981, du fonds Gabrielle Duchêne composé d'archives et de centaines de journaux féministes. Les domaines explorés sont extrêmement variés : réflexion sur l'écriture de l'histoire (*Histoire : informatique et documentation, L'Internationale des dictionnaires* ou *Le Secret en histoire*), histoire sociale (*Deuxième Internationale, Socialisme et classes moyennes en France et en Allemagne, Nationalités et minorités nationales* ou *Protection et politiques sociales en Europe*), histoire des relations internationales (*L'Année 1938, l'engrenage des abandons* ou *La Mésentente cordiale : les relations franco-britanniques de 1945 à 1957*), histoire militaire (*Faire et refaire les armées. Penser et repenser les défenses*), histoire coloniale (*La Guerre d'Algérie : les humiliés et les oubliés* ou *Colonisations en Afrique*), histoire des représentations (*L'Avenir dans l'affiche politique* ou *L'Image du pouvoir dans le dessin d'actualité*), histoire des médias (*Médias dans le mouvement social contemporain*), histoire des mentalités (*Crise des utopies, crise des idéologies* ou *Les Intellectuels et la guerre du Golfe*), histoire des migrations (*Exilés et réfugiés politiques dans la France du XX<sup>e</sup> siècle, Les États-Unis et les réfugiés politiques européens* ou *Pour une histoire de l'exil français et belge*) ou histoire de différents pays ou aires culturelles (Allemagne, Amérique latine, Asie, Espagne, Italie, Europe centrale et orientale, République tchèque, Pologne). Lorsque le sujet d'histoire contemporaine inscrit au programme de l'agrégation d'histoire s'y prête, *Matériaux* apporte des contributions originales, comme dans *Colonisations en Afrique*, dans *Nation, nationalités et nationalismes en Europe de 1850 à 1920* et dans *Historiens d'hier et industrialisations en Europe occidentale de 1880 à la fin des années 1960*.

La conception des numéros de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, leur préparation intellectuelle et matérielle, leur relecture et leur promotion a compté avec l'enthousiasme et le dynamisme de dizaines et de dizaines de personnes qu'il est impossible de citer ici sous peine d'en oublier beaucoup ; la quasi-centaine à ce jour de coordinateurs de numéros qui se sont proposés pour telle thématique et « porter » la réalisation d'un numéro de la sollicitation des auteurs au bon à tirer ; les dizaines de membres du Bureau assidus aux réunions, prêts à partager les traductions ou relectures, comme les opérations de ventes de la revue et les nombreuses aides informelles ou régulières<sup>24</sup>. Il n'est que de regarder les fameux *ours* des différents numéros, avec les noms des coordinateurs, des préparateurs et des différents Bureaux. Mais ce sont aussi plusieurs centaines d'auteurs, bientôt près d'un millier aujourd'hui, qui ont écrit des textes originaux pour *Matériaux*. Creuset extraordinaire où ont collaboré un nombre impressionnant de spécialistes reconnus, même si certaines thématiques n'ont pas

---

<sup>24</sup> Dont je ne citerais qu'une, Adriana Jimenez, disparue trop tôt en 2001.

encore été suffisamment explorées et les auteurs potentiels non sollicités. Les jeunes chercheurs côtoient leurs aînés dans la revue ou élaborent des numéros entiers, comme *Champs nouveaux de la recherche*. Autant de travaux menés en commun et de collaborations intellectuelles si diversifiés entre des historiens qui ne partagent pas forcément les mêmes conceptions sur les périodes et les sujets traités ont rendu visible, concret et actif ce « collège de chercheurs » regroupés autour de la BDIC.

Cette vie associative s'est aussi beaucoup manifestée hors les murs. En assurant par exemple une présence au Salon du livre, en 1988 et 1989, dans un stand commun à un certain nombre de revues d'histoire et de sciences sociales rassemblées par *Ent'revues*. En participant à une journée d'étude organisée par le Centre national de coopération des bibliothèques publiques, en 1989, sur les publications des bibliothèques (présence de Joseph Hue, Martine Lemaître et Geneviève Dreyfus-Armand). En louant en commun avec la BDIC un stand lors du colloque de l'IFLA<sup>25</sup> tenu au Palais des congrès de Paris en août 1989. En aidant la BDIC à figurer lors des manifestations organisées pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Université de Paris X en 1991. En prenant part au Forum des associations à Nanterre cette même année. Pour la sortie du numéro de *Matériaux* consacré à l'*Allemagne, an un de l'unification*, un débat est organisé par Rita Thalmann, coordinatrice, à la Maison Henrich Heine de la Cité internationale universitaire en novembre 1991. À l'occasion de la publication du numéro intitulé *1492-1992, Espagne-Amérique latine : de la Découverte à l'Expo*, Andrée Bachoud et Denis Rolland animent un débat à la Librairie FNAC internationale sur le thème « Quelle commémoration pour quel cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique ? ». Pour accompagner la sortie du numéro consacré au dessin d'actualité dans le monde, Laurent Gervereau anime au Musée d'histoire contemporaine, en 1992, une rencontre entre historiens et dessinateurs sur « L'image du pouvoir dans le dessin d'actualité ». Afin de préparer un futur numéro de la revue, sur proposition de Bruno Groppo et Geneviève Dreyfus-Armand, l'Association des amis de la BDIC organise avec le Centre de recherche et d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme de Paris I et l'URA 1738 du CNRS « Histoire sociale : territoires et militants », dans les locaux de ces derniers rue Malher, une journée d'étude sur le thème « Exilés et réfugiés politiques dans la France du XX<sup>e</sup> siècle : état des lieux et comparaisons. La rencontre avec la société française : l'accueil ».

En 1997, c'est avec l'association que la BDIC organise une journée d'étude au Musée pour le 80<sup>e</sup> anniversaire de la création de la BDIC par le Parlement. La réflexion s'articule autour de la définition des missions de la BDIC, « organisme scientifique et culturel au service de l'histoire contemporaine ». La matinée est placée sous la présidence de René Girault et Jacques Delarue, respectivement président et vice-président de l'association. Avant une synthèse sur les activités de la Bibliothèque et du Musée, menée par ses principaux responsables, René Girault évoque Pierre Renouvin, la BDIC et l'historiographie française des relations internationales. La BDIC est mise également en perspective par rapport à ses homologues françaises et étrangères : la Documentation française, la documentation de la Fondation nationale des sciences politiques, l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et le Musée d'histoire contemporaine de Bonn. L'après-midi, présidée par Serge Berstein, est consacrée aux travaux scientifiques et de diffusion des connaissances poursuivis par la Bibliothèque et le Musée et à une table ronde sur les missions de service public des organismes de

---

<sup>25</sup> International Federation of Library Associations.

documentation et d'information. Cette dernière réunit un représentant des Archives de France (Rosine Clayet-Michaud), du Centre d'histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle (Odile Gaultier-Voituriez), de l'Institut d'histoire du temps présent (Henry Rousso), du journal *Le Monde* (Thomas Ferenczi), de l'Inathèque (Francis Denel), de la BDIC (Joseph Hue) et des chercheurs (Isabelle Veyrat-Masson, Christophe Prochasson). Les conclusions de la journée, tirée par René Rémond, ouvrent, au-delà de la commémoration, des perspectives sur les projets de la BDIC de statut plus approprié et de nouveau bâtiment.

Lorsqu'elle ne publie pas un numéro de *Matériaux* pour les agrégatifs d'histoire, l'association les aide dans leur préparation. Ainsi, en février 2000, elle organise à leur intention dans la salle des colloques de Paris X une table ronde sur le thème « La démocratie en question (s) : Europe/États-Unis de 1918 à 1989 ». Présidée par Robert Frank, la séance comporte des communications d'Andrée Bachoud, Jean-Jacques Becker, Bruno Groppo, Robert Paris, Jacques Portes, Rita Thalmann et Michelle Zancarini-Fournel. Une assistance très nombreuse et attentive prend des notes avec entrain. L'initiative est renouvelée à la BDIC l'année suivante sur « Les espaces de la légitimité démocratique en Europe et aux États-Unis de 1918 à 1990 », avec la participation de Robert Frank, Bruno Groppo, Roby Morder, Robert Paris, Jeanine Ponty, Jacques Portes, Rita Thalmann et Claudie Weill. Hasard du calendrier, le même jour est organisée par Antoine Marès au Centre tchèque de Paris, en présence de certains auteurs et d'une assistance nombreuse, la présentation du numéro consacré aux Tchèques au XX<sup>e</sup> siècle.

L'Association des amis de la BDIC est fortement impliquée – par la participation de Gérard Bossuat, Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank et Martine Lemaître – dans la préparation du colloque consacré à « Pierre Mendès France et la modernité » et tenu à l'Assemblée nationale le 15 juin 2001. Organisé en collaboration avec l'Institut Pierre Mendès France, ce colloque réunit de nombreux chercheurs autour d'une analyse des principaux aspects de l'action et de la pensée de l'ancien président du Conseil au cours des années 1960 : politique internationale, politique intérieure, questions sociales et positions lors des événements de mai-juin 1968. Sur ce dernier thème, une table ronde animée par Robert Frank réunit Jacques Delors, Marcel-Francis Kahn, Edmond Maire et Michel Rocard. Les actes sont publiés dans le numéro 63/64 de *Matériaux*. À propos de la sortie du numéro consacré aux *États-Unis et [aux] réfugiés politiques européens*, Catherine Collomp et Bruno Groppo organisent une table ronde à la Société d'études nord-américaines de la FNSP le 15 novembre 2001 avec nombre d'auteurs et de participants. De même, Jean-Claude Famulicki présente – avec la participation notable de Krzysztof Pomian – le numéro traitant de la Pologne depuis 1945 à l'Institut polonais de Paris, le 11 décembre 2001, en présence d'un public nombreux.

Ayant décidé de se retirer de la présidence de l'association, mais non de celle-ci à laquelle il se déclare fortement attaché, comme il le montre jusqu'à sa disparition<sup>26</sup>, Daniel Mayer est remplacé en 1989 par René Girault. Sous la présidence de ce grand spécialiste de l'histoire des relations internationales, *Matériaux pour l'histoire de notre temps* trouve, après sa période de « rodage » des débuts, un rythme régulier et soutenu.

---

<sup>26</sup> En 1995, Daniel Mayer a accepté de parler, en ouverture de l'assemblée générale, de l'humour en politique, démontrant encore, si besoin était, combien lui-même avait au plus haut point cette suprême élégance.

La revue reste cependant confrontée aux aléas de la vie associative. Les ressources de l'association restent modestes, en dépit des cotisations des adhérents et de l'aide apportée par le Conseil général des Hauts-de-Seine, la ville de Nanterre, le ministère de la Défense, l'Université de Paris X, le Centre national du livre et la BDIC. Surtout, la réalisation de la revue – de sa conception à sa réalisation – repose sur l'action bénévole d'une équipe enthousiaste certes, mais souvent déjà surchargée par ailleurs de travail. Aussi est-il parfois nécessaire d'expliquer aux adhérents et aux abonnés les retards de parution<sup>27</sup>. Des solutions provisoires sont trouvées pour renforcer la petite équipe – longtemps réduite à la seule personne de Martine Lemaître – chargée de la gestion de l'association et de la revue, par le biais d'aides régulières rétribuées. Et, pendant plusieurs années, l'association survit grâce à la constance de quelques personnes. En 1998, la maladie frappe gravement René Girault ; les réunions de Bureau et l'assemblée générale se tiennent sous la présidence de Jacques Delarue. En février 1999, René Girault informe le Bureau de son intention de ne pas se présenter de nouveau, pour raisons de santé, à la fonction de président et demande à Andrée Bachoud d'être sa suppléante. Le 9 juillet 1999, René Girault décède, laissant un grand vide dans l'association. Fidèle à sa mission, Andrée Bachoud assure avec beaucoup de dynamisme, par intérim, la présidence de l'association. Une assemblée générale extraordinaire procède, le 20 mars 2000, à l'élection du Bureau, étoffé de nouveaux renforts, et à celle du président. Andrée Bachoud ne souhaite pas, pour convenances personnelles, se présenter et Robert Frank est élu président à l'unanimité.

Parallèlement, la BDIC dépose en 2000 un projet de contrat quadriennal pour la période 2001-2004, assorti d'un volet « recherche ». Dans ce volet, trois objectifs sont présentés : achèvement de la modernisation de la BDIC par l'implantation accélérée des technologies de l'information et de la communication, valorisation des fonds et des activités de la BDIC, impulsion de la recherche notamment par le traitement de fonds d'archives. Le programme, intitulé « XX<sup>e</sup> siècle : nouvelles archives, nouvelles pistes de recherche », s'articule autour de recherches thématiques basées sur des collections documentaires, de projets de numérisation et de sauvegarde des collections et d'opérations de valorisation de la recherche. L'Association des amis de la BDIC est depuis longtemps impliquée dans certaines de ces activités. Aussi, le Département des sciences de l'homme et des humanités du ministère de la Recherche décide-t-il d'attribuer à la BDIC deux types de crédits de recherche : crédits de programme pluri-formations (PPF) et crédits d'Institut fédératif de recherches (IFR). Selon les propres termes du ministère, « la vocation spécifique de la BDIC comme outil de conservation et de recherche implique une étroite synergie avec les équipes de recherche et les écoles doctorales à Paris, au niveau national , au niveau international. [...] Le rôle précis de l'IFR est de formaliser le fonctionnement en réseau des chercheurs qui travaillent sur les fonds de la BDIC et sur les thématiques qu'elle suscite et nourrit<sup>28</sup>. »

Le responsable de l'IFR proposé par le ministère de la Recherche et accepté bien volontiers par la direction de la BDIC est Robert Frank, professeur à l'Université Paris I et président de l'association. L'implantation à la BDIC d'un IFR

---

<sup>27</sup> Voir par exemple la lettre « Aux adhérents de l'Association des Amis de la BDIC. Aux abonnés à *Matériaux pour l'histoire de notre temps* » par Geneviève Dreyfus-Armand et Martine Lemaître, juin 1990.

<sup>28</sup> Avis de la Direction de la Recherche, 31 juillet 2001.

intitulé « Archives et histoire des relations internationales » correspond à une reconnaissance officielle de ce fameux « collège invisible » rassemblé par l'association, qui ne se trouve plus seulement matérialisé dans un cadre associatif. L'IFR ne remplace pas l'association, il permet de fédérer des centres de recherches et de les faire communiquer entre eux. Des axes de travail sont définis, à partir de fonds d'archives en cours de classement relatifs à quelques-unes des thématiques centrales de la BDIC : les deux guerres mondiales, les migrations, les mouvements politiques et sociaux transnationaux et les droits de l'homme dans le monde. La première initiative publique est l'organisation des *Lundis de la BDIC*, cycle de conférences mensuelles destinées à revisiter des questions historiques à la lumière de nouvelles sources et animées à la fois par des collaborateurs de la BDIC et par des chercheurs extérieurs. La BDIC développe sa participation au *Mois du film documentaire* en organisant plusieurs soirées consacrées à des projections de films réalisés par elle-même ou avec son aide. Le premier colloque scientifique organisé par la BDIC et l'IFR se tient les 2 et 3 octobre 2002 sur le thème « Les droits de l'homme au XX<sup>e</sup> siècle : combats et débats ». Il célèbre l'ouverture des archives de la Ligue des droits de l'homme : 659 cartons de documents rendus par les Archives centrales d'État de Moscou en 2000, confiés à la BDIC et d'ores et déjà accessibles aux chercheurs. Le colloque réunit de nombreux chercheurs et des grands témoins sur les droits de l'homme au cours du premier XX<sup>e</sup> siècle, dans les relations internationales et à l'épreuve de la guerre d'Algérie. Les actes en seront publiés dans *Matériaux*. Après la projection du film *Avoir vingt ans dans les Aurès*, présenté par son réalisateur, René Vautier, une table ronde sur la période réunit, sous la présidence de Jean-Pierre Rioux, Jean-Jacques de Félice, Georges Labica, Madeleine Rebérioux, Sylvie Thénaut et Pierre Vidal-Naquet. L'IFR dont les instances de fonctionnement – conseil scientifique et commissions – se mettent actuellement en place s'adjoint ainsi à l'association pour, sur un autre mode, impulser les activités de la BDIC en faveur de la recherche sur le monde contemporain.

L'Association des amis de la BDIC a largement accompagné, voire aidé ou contribué à faire mieux connaître la BDIC pendant ces deux décennies. Elle a, parfois, joué un rôle de catalyseur, stimulant la BDIC à s'engager dans des activités relevant de ses missions mais peu ou pas développées jusqu'alors. Bien entendu, elle ne s'est pas substituée ni à la direction ni au personnel permanent, toutes catégories et tous statuts confondus, sans lesquels, cela va sans dire, le travail quotidien, inlassable, patient, souvent obscur, parfois jubilatoire, qu'est celui d'une bibliothèque spécialisée, n'aurait pu être réalisé. L'Association des amis de la BDIC a été une « sorte d'électron libre », attentif, vigilant, prêt à mobiliser ses énergies pour valoriser les fonds de la BDIC, donner un coup d'aiguillon à la recherche dans une direction jugée intéressante et élargir l'audience de la BDIC auprès de son public potentiel. Lors d'entrevues avec les autorités de tutelle, elle était également prête à ajouter sa voix à celle de la BDIC afin de marquer l'intérêt que l'institution représentait pour nombre de personnes et non des moindres par leur autorité scientifique ou morale.

L'association a été tout au long de ces vingt années un véritable creuset qui a pu compter avec tous les historiens illustres et chevronnés de l'époque, mais aussi avec de jeunes chercheurs, devenus pour beaucoup éminents à leur tour. En ce début de XXI<sup>e</sup>



siècle, elle accueille de nouveaux collaborateurs dont le jeune âge permettra d'assurer, nous l'espérons, la pérennité et le développement de l'association. Mais, l'association a été au premier chef un lieu de sociabilité extrêmement convivial et amical, où justement les plus jeunes apprenaient beaucoup de leurs aînés, dans un climat de travail à la fois sérieux et détendu, où la libre adhésion à un projet commun était sans cesse renouvelée, arrêtée seulement par une incapacité physique ou par une disparition. Comme dans tout organisme vivant, la liste de ceux dont l'absence se fait douloureusement sentir, à commencer par les deux premiers présidents, s'allonge inexorablement, mais une relève a toujours jusqu'à présent assuré la continuité de l'association, où de plus jeunes sont venus relayer les anciens.

Les évocations de ce passé ne se veulent pas nostalgiques, car elles sont au contraire riches du souvenir, pêle-mêle, des réunions passionnantes où s'élaborait une revue consacrée à l'histoire en train de s'écrire, des discussions animées mais toujours amicales, des interrogations, des « bouclages » laborieux de la revue, des réalisations réussies et des retards récurrents de publication de la revue comme des avancées perceptibles vers une plus grande régularité de parution. Souvenir des travaux menés en commun, des heures de travail bénévole librement consenties, que ce soit pour la constitution des fichiers, le courrier, les innombrables enveloppes, la relecture et la correction des articles, la recherche d'iconographie ou les ventes de la revue. Souvenir aussi des rires et des peines communes et, surtout, des liens d'amitié indéfectibles qui se sont tissés au fil des années.

Évocations riches de tout ce qui fait la vie d'une association reposant sur la bonne volonté de chacun et de tous, souvent en sus d'emplois du temps extrêmement chargés, mais œuvrant pour un objectif commun : défendre et développer une Bibliothèque-Musée patrimoniale, d'intérêt national et international, longtemps davantage estimée hors des frontières nationales que dans son propre pays et méconnue à certaines périodes par ses propres autorités de tutelle.

L'Association des amis de la BDIC a la particularité d'être constituée de personnes pour qui l'écriture de l'histoire contemporaine représente un enjeu trop sérieux, au regard des exigences scientifiques et citoyennes qu'elles ont, pour que l'un des principaux lieux où peut s'élaborer cette écriture, la BDIC, puisse être méconnue ou mal dotée des moyens nécessaires à ses activités. Elle est une illustration du fait que la loi de 1901 a permis à l'initiative collective de s'organiser pour agir à côté des organismes publics, afin de les aider, les promouvoir, les défendre si besoin est et les aider à se développer.

Geneviève Dreyfus-Armand